



Rapport d'activité 2022

Table des matières

- | | |
|---|----------|
| 1 - Avant-propos | page 3 |
| 2 - Cap Rural, à l'interface des différents acteurs territoriaux | page 6 |
| 3 - Innov'Rural, le rendez-vous annuel des acteurs du réseau rural Auvergne-Rhône-Alpes | page 10 |
| 4 - La production de connaissances | page 12 |
| 5 - La veille et l'information | page 17 |
| 6 - L'accompagnement des acteurs | page 19 |
| 7 - Les partenariats et les réseaux | page 21 |
| 8 - L'organisation d'évènements d'échange d'expérience | page 27 |
| 9 - La formation et l'exploration de sujets | pages 28 |



1. AVANT-PROPOS

Proposées par l'équipe et la Commission Cap Rural (réunie le 12 octobre 2021), les orientations de Cap Rural en 2022 visent à outiller les acteurs ruraux du développement local (élus, agents de développement, collectifs de projet...) autour de 4 priorités :

Priorité 1 - Les mettre en capacité d'articuler développement local et transitions

Depuis plusieurs mois, la prise en compte de transitions dans les territoires s'accélère, le nombre de territoires impliqués augmente, de nouveaux acteurs entrent en scène (institutions publiques, associations, collectifs informels...) et les sujets traités se diversifient, sortant ainsi d'une approche purement technique et environnementale pour aborder des questions sociétales, économiques, de gouvernance locale... Ces transitions, considérées comme une mise en mouvement nécessaire vers des modèles économiques et sociaux capables de répondre aux transformations actuelles, ne vont pas sans une augmentation des tensions et des incertitudes sur le contenu, les méthodes et les acteurs les plus légitimes pour le faire.

Les acteurs (locaux ou pas) qui se revendiquent des transitions utilisent un vocabulaire différent, mais proposent des modes d'action très proches de ceux du développement local originel : approche transversale, action collective, mobilisation des ressources locales, ancrage local, coopération... Les agents de développement (quel que soit leur employeur) sont à des postes qui leur permettent d'impulser, d'accompagner ces transitions (connaissance du terrain et des acteurs, sens de l'intérêt général, modalités d'action...) parce que leur fonction de base est d'accompagner les changements (comprendre, expérimenter, apprendre pour transférer) et qu'ils ont le socle de savoir-faire adéquat (aide à la décision, animation, conduite de projet, accompagnement, autonomie, ouverture, écoute, adaptation...). Cependant, certaines conditions sont préalables à leur légitimité sur le sujet comme leur capacité à repérer les changements en cours et à renforcer certains de leurs savoir-faire.

- ✓ **L'anticipation** : reconnaître ce qui est, et ceux qui sont, en transition dans le territoire pour saisir les nouvelles opportunités pour leur territoire (acteurs, initiatives, ressources...) ; repérer et comprendre les changements afin de se positionner et d'agir ; négocier de nouveaux sujets d'action.
- ✓ **La relation aux acteurs** : qu'ils soient dans des collectifs de projet, dans des associations ou des collectivités locales, les professionnels doivent repenser leur place et celle de chaque type d'acteurs (habitants, élus, entreprises). Les collectifs de projet se composent différemment, la prise de décision n'est plus exclusivement celle du financeur, les projets sont plus complexes (durée de maturation, évolutions dans le temps, sujets travaillés, diversité des partenaires...). Le rôle de l'agent de développement est de faciliter l'expression de chacun, de donner la parole, de faciliter la mobilisation, de se mobiliser dans la durée ou de trouver des relais (repérer des alliés, identifier et animer les controverses...). Il a aussi la responsabilité de collaborer correctement avec d'autres professionnels (ESS, incubateurs...). Pour ceux qui travaillent dans des intercommunalités, il y a certainement un défi à retrouver une légitimité à l'échelle communale pour accompagner les projets dans et avec les communes (avec de nouveaux élus pouvant être en attente d'une participation renforcée, et une sollicitation accrue des acteurs des transitions avec des projets très locaux).
- ✓ **Travailler de nouveaux sujets (ou de nouvelles pratiques) en émergence** : en se cultivant sur ces nouveaux domaines ; en privilégiant les approches systémiques / de réseaux ; en repérant les signaux faibles ; en sachant agir dans l'incertitude et la complexité ; en expérimentant, testant et capitalisant pour apprendre de la pratique et transférer ; en étant pragmatique pour favoriser l'action et ne pas s'enliser dans des impasses ; en naviguant entre court et long termes.





- ✓ **Savoir se positionner** : s'adapter aux nouvelles situations ou nouveaux jeux d'acteurs ; se positionner entre convictions personnelles et posture professionnelle ; dans de nouvelles missions ; faire évoluer son emploi (en tout ou partie) pour conserver légitimité, marges de manœuvre sans toutefois se mettre en danger.

Il est par ailleurs nécessaire de faire évoluer les équipes dans les transitions et de leur permettre de renforcer leur capacité à faire le tri dans les innovations, à échanger sur le plan méthodologique (favoriser les démarches collaboratives et la coproduction de connaissances) et à entreprendre.

A ces conditions, les professionnels du développement local arriveront à renouveler leurs métiers, à l'enrichir et éviteront de se retrouver cantonnés, comme trop souvent, dans de la gestion de dispositifs.

Mais pour que le maillage entre transitions et développement local s'opère complètement, il faut aussi que les institutions publiques locales, par une volonté politique forte et affichée, redeviennent des partenaires des collectifs porteurs d'idées ou de projets et renouent le dialogue avec l'ensemble de la société, facilitent la montée en compétences de leurs équipes sur le sujet et réfléchissent à des systèmes pérennes de mobilisation, de collaboration ou de mutualisation de tous les professionnels concernés, qu'ils œuvrent dans le public, les associations ou dans les collectifs de projet.

Priorité 2 - Augmenter leurs possibilités de relever certains des défis majeurs des espaces ruraux d'aujourd'hui

Le bien-vivre ensemble / le bien-agir ensemble (relier les différentes populations/acteurs d'un territoire, favoriser la cohésion sociale, bâtir du commun avec la diversité des populations/structures, débattre, décider et agir en collectif, articuler et jouer les complémentarités des différents échelons d'action, bâtir de nouvelles relations avec l'urbain...) dans les territoires ruraux dans un contexte de crises multiples (sanitaire, sociale, économique...), de transformations (changement climatique, préservation des ressources naturelles, relocalisation...). Outiller sur la médiation, l'intelligence collective, les réseaux, l'animation des controverses...

Prise en compte du **changement climatique et adaptation au changement** (pratiques agricoles, mobilités...). Savoir construire des projets dans le cadre de l'urgence climatique.

La prise de conscience par les ruraux (et leurs partenaires urbains) de **nouvelles ressources en émergence** (potentiellement sources d'activités) : celles révélées par les transitions (sociétales, alimentaires, numériques, mobilités, formes de travail, néo artisanat...), l'interdépendance villes campagnes... et donc de leur capacité à être des offreurs d'opportunités, d'activités.

Le **numérique** : depuis plusieurs années le numérique change les façons de vivre et de travailler (data, pratiques collaboratives, réseaux sociaux, Do it Yourself [DIY], smart grids, civic techs...). Dans les territoires, les effets sont autant sur les modes de vie des habitants (vie sociale, mobilité, démocratie, activités, consommation...), que sur les ressources (énergie...) et les activités économiques ou encore sur la façon de travailler des acteurs du développement local (recomposition des réseaux, pratiques collaboratives, prises de décision, communications, levées de fonds, esprit start-up, télétravail, recherche d'emploi...). Il est un pan entier et transversal des transitions en cours. Il a déjà des effets sur les pratiques d'information ou de collaboration (éclatement des réseaux de proximité mais aussi sur les limites territoriales, dans les coopérations, dans la mobilisation de nouveaux acteurs, dans les modalités de prise de décision...) sans oublier le choix des sujets travaillés.

Priorité 3 - Leur donner les moyens d'agir selon leurs besoins et leurs capacités

Dans un **contexte financier et territorial** en évolution.



Dans la complexité des **projets interterritoriaux** rendus incontournables sur certains sujets (alimentation, mobilités, énergie...).

Pour les **communes** :

- ✓ l'accès à de l'ingénierie pour la mise en œuvre de leurs projets (ex. Petites Villes de Demain ou participation...), notamment dans les territoires qui ont du mal à accéder et à fidéliser du personnel qualifié
- ✓ la formation en développement local de nouveaux élus qui le souhaitent (participation, mode projet, test, binôme élus-agents de développement...)
- ✓ l'articulation des projets communaux au cadre intercommunal et au projet de territoire.

5

En s'articulant entre **différentes ressources humaines qui font du développement** ou y contribuent :

- ✓ sur des sujets majeurs : transitions, numérique, pauvreté, crises en cours
- ✓ en lien avec de nouvelles ingénieries (ex. Petites Villes de Demain)
- ✓ en lien avec de nouvelles offres d'ingénieries pour qu'elles soient complémentaires (offres d'ingénierie de l'ANCT et de la Banque des Territoires)
- ✓ le triptyque élus - agent de développement - habitants/entreprises
- ✓ privées et publiques.

Pour les **spécialistes du développement local** :

- ✓ les outiller sur de nouvelles compétences, ou de nouveaux savoirs attendus, sans oublier les compétences de base à renforcer (animation, projet...) ou à acquérir (fort turn-over des agents sur certains dispositifs comme LEADER ou dans certains territoires)
- ✓ promouvoir l'importance de fonctions fondamentales de l'agent de développement, dont l'animation de territoire, l'accompagnement de porteurs de projet...
- ✓ valoriser leurs compétences clés dans le développement local et en dehors
- ✓ s'adapter aux besoins de professionnalisation et aux disponibilités en tenant compte de la surcharge de travail, de la « lassitude » face aux nombreux déplacements en offrant des activités aux formes hybrides (en présence et en visio simultanément)
- ✓ leur permettre de comprendre les nouvelles programmations européennes et leur donner les moyens de les mobiliser.

Le droit au **test et à l'expérimentation** comme moyen d'aborder de nouvelles thématiques / de nouvelles situations, d'être créatif ou de fonctionner dans les situations actuelles caractérisées par l'incertitude et la complexité. Favoriser le changement d'échelle, la capitalisation des expériences, le transfert et la pérennisation des initiatives intéressantes.

Priorité 4 - Augmenter l'attractivité du métier d'agent de développement local en rural

- ✓ notamment pour les jeunes diplômés (attractivité des métiers, attractivité du rural, attractivité du développement local)
- ✓ en valorisant les métiers et les structures aux yeux des jeunes diplômés (à partir de ce qui peut attirer de jeunes professionnels) mais aussi des décideurs/financeurs.





2. CAP RURAL, À L'INTERFACE DES DIFFÉRENTS ACTEURS TERRITORIAUX

2.1. Les missions

✓ La vocation de Cap Rural

Cap Rural est un centre de ressources dont la vocation est de promouvoir le développement des territoires ruraux et périurbains d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Fort d'une expérience de vingt-six ans, ses interventions répondent à des besoins précis de professionnalisation : information, production et diffusion de connaissances, accompagnement technique ou méthodologique, formation, création d'outils, transfert d'expériences, etc.

La capacité d'anticipation de l'équipe lui permet d'être force de proposition sur des sujets émergents. Cap Rural a ainsi introduit des pratiques originales de développement local : construction d'offres d'activités, coopération, agriruralité, etc.

✓ Les publics

Cap Rural s'adresse à l'ensemble des acteurs du développement des espaces ruraux et périurbains : ingénierie territoriale de développement ou impliquée dans des démarches de développement, élus des collectivités et des associations, société civile organisée et porteurs de projets collectifs.

Au cours de l'année 2022, 1813 agents de développement ont été recensés comme intervenant en Auvergne-Rhône-Alpes. Ce public se répartit dans 562 structures employeuses, dont près de la moitié (48%) n'emploie qu'un seul agent de développement.

Cap Rural élargit régulièrement sa base de données, principalement avec des élus des collectivités (communes, intercommunalités, syndicats mixtes et départements) ou des associations et des directeurs de service (départements, intercommunalités), afin de mieux faire connaître et proposer ses actions.

✓ Trois axes d'intervention

- Renforcer l'ingénierie de développement par les compétences et les savoir-faire,
- Mettre en œuvre des méthodes et des outils innovants,
- Favoriser le partage d'expériences, la diffusion des connaissances et la mise en réseaux des acteurs et des territoires.

✓ Animateur du Réseau rural

Cap Rural est chargé d'animer le Réseau rural d'Auvergne-Rhône-Alpes pour la période 2015-2022. Son rôle est double : favoriser le décloisonnement des acteurs et leur participation à la politique de développement rural, analyser les pratiques pour améliorer la pertinence des projets soutenus par le FEADER.





2.2. Le fonctionnement

✓ À l'écoute et au service des territoires

L'action de Cap Rural, marquée par l'écoute et la neutralité, relève du service public. Elle prend en compte tous les domaines d'activité (culture, artisanat, tourisme, agriculture, etc.), dans le cadre d'une démarche proactive qui donne aux élus et aux professionnels la capacité d'engager et de conduire des projets de qualité, en phase avec les enjeux des territoires et les attentes des populations.

7

✓ Agir en partenariat

Cap Rural renforce et élargit son action en nouant des partenariats avec des universitaires et des experts de différents domaines, ainsi qu'avec de nombreux organismes :

- régionaux : Région, services de l'État, Labo Cités, Auvergne-Rhône-Alpes Spectacle Vivant, IADT, MRIE, Laboratoire d'études rurales (université Lyon 2), CRESS, incubateurs, etc.
- nationaux : Banque des territoires, UNADEL, Carrefour des métiers, revue Pour, agence de presse ADIR (Transrural initiatives), ADEME, etc.

✓ Une gouvernance proche du terrain

La gouvernance de Cap Rural est assurée par une commission qui regroupe des bénéficiaires de ses services (élus et salariés de communes, de communautés de communes, PNR et associations), des acteurs de terrain, des experts, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et l'État. Soit 25 personnes. Elle s'est réunie deux fois en 2022, le 12 avril et le 13 octobre en format hybride.

Cette instance est un lieu de réflexion et d'orientation pour le programme d'action annuel. Elle instaure un lien permanent avec les enjeux de terrain et conforte la pertinence de Cap Rural.

Elle est présidée par deux personnes : le directeur de l'EPLEFPA Le Valentin (Frédéric Lalanne), structure porteuse de Cap Rural et un conseiller régional.

✓ Des financements variés

Le financement de Cap Rural provient principalement de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, de l'Europe et de l'État. Depuis 2015, une cotisation annuelle est demandée à ses usagers. Elle leur donne accès à l'intégralité des services. En 2022, 128 structures ont cotisé à Cap Rural (1527 professionnels et acteurs du développement). 21 personnes en recherche d'emploi ont cotisé à titre individuel.





2.3. Les cinq pôles d'expertise de Cap Rural

✓ **Métiers du développement local**

- veille sur les emplois et leurs évolutions
- accompagnement des employeurs (organisation de l'ingénierie) et des salariés (parcours professionnel, recherche d'emploi)
- formation à la boîte à outils de base
- appui à la mise en œuvre du programme LEADER

✓ **Dynamiques de création d'activités**

- dynamiques entrepreneuriales (entreprises innovantes, projets collectifs, etc.)
- dynamiques territoriales (construction d'offres d'activités)
- coordination du réseau Envie d'R
- agriculture-agroalimentaire et territoires

✓ **Ressources**

- veille et information
- production de nouvelles ressources (édition, capitalisation, groupes de travail sur les sujets émergents, etc.)
- valorisation de travaux de recherche
- usages et cultures du numérique
- innovation sociale et territoriale

✓ **Coopération**

- coopération entre territoires et entre acteurs (villes/campagnes, démarches alimentaires territoriales, etc.)
- coopération LEADER

✓ **Ingénierie financière**

- décryptage des financements (européens, nationaux, régionaux et locaux, publics et privés) de la création d'activités et des projets de développement local
- appui à la mise en place de stratégies de financement





2.4. Les nouveautés 2022

- ✓ Les capacités d'intervention de l'équipe sur l'appui aux dynamiques territoriales de création d'activités ont été renforcées :
 - un mi-temps sur les créations d'activités entre villes et campagnes consacré essentiellement à l'animation du réseau Envie d'R (voir 7.2.4.)
 - un temps complet sur la construction d'offres d'activités.
- ✓ Une nouvelle offre de professionnalisation sous forme d'un appui méthodologique collectif de plusieurs mois sur des sujets au cœur du développement local (les réseaux, le test et l'expérimentation...) proposé à un groupe d'agents de développement identifiés sur la base d'un appel à manifestation d'intérêt (voir 6.2.1.)
- ✓ Le lancement d'une hotline RH : un nouveau service pour les responsables d'équipe, de service ou de structure. Un appui téléphonique tous les mercredis matins de 8h à 10h. Un échange rapide pour avoir des conseils pour avancer, dénouer une situation, prendre du recul, s'inspirer de ce qui se fait dans d'autres territoires, accéder à des ressources. Dans quels cas ? Si difficultés pour organiser et piloter les équipes d'agents de développement local, si souhait d'aide pour recruter un agent de développement local, mieux accompagner une prise de poste, plus travailler en transversalité, mieux organiser le qui fait quoi et gagner du temps, de l'efficacité et de la clarté.

2.5. Les chiffres clés de 2022

✓ Répartition géographique des agents de développement (total 1813 agents)

Ain	Allier	Ardèche	Cantal	Drôme	Isère	Loire	Haute-Loire	Puy-de-Dôme	Rhône	Savoie	Haute-Savoie	*hors AuRA
118	40	223	59	205	285	152	71	182	178	154	117	29

*mais intervenant en AuRA

✓ Répartition des agents de développement d'AuRA par type d'employeur (total 1788 agents)

Associations	Collectivités territoriales et État	Établissements publics divers	Autres
464	1101	178	45

✓ 128 structures cotisantes à Cap Rural

Associations	Communautés de communes	Communautés d'agglomération	PETR et SM (hors PNR)	PNR	Structures publiques diverses	Métropoles	Autre
36	38	16	11	9	15	2	1



3. Innov'Rural, le rendez-vous annuel des acteurs du réseau rural Auvergne-Rhône-Alpes

Bien vivre ensemble en rural



On en parle volontiers dans les débats sur les transitions, avec la volonté affirmée d'en faire un axe de réflexion à part entière. Le « bien vivre ensemble » mobilise de nombreux acteurs des territoires qui souhaitent concilier bien-être individuel et dimension collective. En 2022, Innov'Rural s'est intéressé à cette quête de solidarité et de convivialité qui inspire de plus en plus de projets de développement local.

Face aux incertitudes des transitions à venir, aux difficultés de la vie quotidienne en temps de Covid et aux tensions internationales, il n'est pas surprenant de vouloir revenir à ce qui compte vraiment et d'agir sur ce qui semble à notre portée : le « bien vivre ensemble ». Sous des expressions souvent proches et interchangeable (bien-être, bonheur, convivialité, solidarité, santé sociale, etc.), cette quête s'exprime par de nombreux projets de développement portés par les pouvoirs publics ou des mouvements citoyens. Cette similarité ne doit cependant pas masquer la diversité des initiatives à travers laquelle elle se décline sur le terrain. Café associatif, jardin thérapeutique, accueil de

migrants, insertion de personnes handicapées, etc. : de nombreux projets témoignent de cette envie de se rapprocher des autres ou d'agir en faveur des personnes les plus fragiles. « Cette diversité traduit le fait que chaque territoire cherche à exprimer ses propres besoins » explique Fiona Ottaviani, enseignante-chercheuse en économie à Grenoble école de management. Et chaque territoire, selon son histoire et les acteurs mobilisés, applique également sa propre méthode.

Prendre en compte les besoins des habitants

Dans le Clunisois, la question qui a présidé à l'élaboration du projet de territoire de la communauté de communes est : de quoi est-on le plus fiers ? « Nous nous sommes rendu compte que c'était essentiellement des choses collectives, comme le tissu associatif » souligne Jean-Luc Delpuch, président de la communauté de communes du Clunisois (14 000 habitants, 42 communes). « Nous avons raisonné à l'échelle du voisinage, entre communes qui avaient envie de travailler ensemble, en évoquant ce qu'elles avaient en commun : une rivière qui les traverse, un atelier de transformation agricole, un projet de territoire zéro chômeur de longue durée ou un dispositif d'autopartage. Que pouvaient-elles faire à partir de ça ? »

Pour la plupart, ces projets sont bâtis sur la prise en compte des besoins des habitants et des usagers. Les questions de participation, de transversalité et d'animation collective sont donc essentielles. Dans le Royans drômois (9 000 habitants, 18 communes), le projet associatif du centre social La Paz a été élaboré à partir d'un diagnostic du territoire au cours duquel les habitants ont été longuement entendus. Parmi les enjeux qui en sont ressortis, celui de la mobilité concernait autant les personnes âgées que les plus jeunes. « Les personnes



confrontées à cette difficulté nous ont aussi apporté la solution ! » explique Isabelle Concessi, directrice du centre social, avant de poursuivre : « Nous n'avons jamais d'idées préconçues de ce qui est bon pour le territoire, mais nous sommes outillés pour faire émerger les réponses par les demandeurs. » Dans ce cas, la réponse était un programme original de transports partagés et à la demande, constitué de trois véhicules conduits par des bénévoles.

Une dimension collective

À travers ces exemples, « on voit bien que ce qui se joue dans le bien vivre ensemble relève de l'interdépendance » rappelle Fiona Ottaviani. Ce qui conforte l'animation collective et les démarches participatives, non plus seulement comme des outils pour faire émerger des propositions et les transformer en dispositifs opérationnels, mais aussi comme des facteurs d'émancipation et de pouvoir d'agir. Les résultats de ces démarches sont évidemment difficiles à quantifier, le « bien être » et le « bien vivre ensemble » étant par nature des notions subjectives. Des expérimentations comme IBEST - Indicateurs de bien être soutenable territorialisé -, dans l'agglomération grenobloise, tentent cependant de compléter les données statistiques usuelles (Insee, Caf, etc.) en allant plus loin dans la mesure du bien-être pour les habitants d'un territoire. Pour Fiona Ottaviani, « il s'agit de prendre en compte collectivement la valeur d'un projet, en remplaçant l'usager au centre des préoccupations ». En s'intéressant à l'amélioration des conditions de vie, l'évaluation permet une meilleure compréhension de ce qui compte vraiment pour les personnes. Elle apparaît ainsi comme une aide efficace au pilotage des politiques publiques.

Le choix des mots... et des indicateurs

Comment mesurer le bien vivre ensemble ? Partout autour de la planète des initiatives prennent forme pour ne plus se contenter des indicateurs traditionnels, tels que le PIB, le produit intérieur brut créé en 1934 aux États-Unis pour établir un système de comptabilité économique nationale. C'est le BNB (bonheur national brut) au Bhoutan, le PID (produit intérieur doux) au Québec ou l'IBEST (indicateurs de bien-être soutenable territorialisés) dans l'agglomération grenobloise. Si toutes ces approches se rejoignent dans leur volonté de prendre en compte la qualité de vie, l'état de l'environnement ou la richesse culturelle, chacune est étroitement liée au contexte dans lequel elle a été créée.

Outils de connaissance, de compréhension, de veille ou de comparaison, ces indicateurs s'attachent à mieux prendre en compte les enjeux (sociaux, environnementaux, culturels, etc.) que les transitions font peser sur nos sociétés. Malgré la diversité de ces approches, Fiona Ottaviani rappelle que « la subjectivité de ces questions n'empêche pas une certaine objectivité pour les étudier ! »

Pour en savoir plus : capbienvivre.org

Jardin associatif à vocation thérapeutique

Territoire : Lachapelle-sous-Aubenas (07)

Porteur du projet : Association Vie (Vivre les initiatives ensemble)

Objectif : Créer un jardin agroécologique permettant aux résidents de plusieurs établissements spécialisés du sud Ardèche (Ehpad, foyers, IME, etc.) de pratiquer le jardinage thérapeutique.

Impacts sur le bien vivre ensemble :

Outre l'activité physique en plein air, dans un environnement agréable et apaisant, les activités de jardinage apportent aux personnes âgées ou en situation de handicap une dimension sociale et conviviale qui favorise le bien-être.

Liens avec le développement local :

En lien avec les collectivités du territoire, l'association Vie anime des ateliers scolaires sur les déchets et participe à l'élaboration d'un projet alimentaire territorial qui prévoit la création de jardins partagés. Elle est partie prenante de Pétale 07, un réseau d'acteurs dédié au développement durable.



Cabaret rural Le Poulailler

Territoire : Saint-Pierre-Roche (63)

Porteurs du projet : Association Le Poulailler

Objectif : Créer un lieu de rencontre pour les habitants du territoire, sous la forme d'un café avec une programmation culturelle variée. La participation des habitants est au centre de la démarche.

Impacts sur le bien vivre ensemble :

À travers les animations proposées, ce lieu apporte de nombreux services aux habitants : ateliers de couture et d'écriture, conférences, projections débats, trocs de plantes, etc. Il propose en outre des spectacles vivants, avec une offre culturelle payante, mais également l'accueil d'artistes locaux amateurs. C'est devenu un lieu de sociabilité reconnu.

Liens avec le développement local :

Le Poulailler intervient en partenariat avec de nombreux acteurs du Puy-de-Dôme : PNR des Volcans d'Auvergne, associations locales, Comédie de Clermont-Ferrand, conseil départemental, établissements d'enseignement, etc.

12

Cette journée s'est déroulée le 2 septembre 2022 à Saint-Chamond (Loire). Informations, vidéos et fiches d'expériences sur caprural.org.

Article rédigé par Gilles Peissel.





4. La production de connaissances

La production éditoriale de Cap Rural est au service des acteurs des territoires ruraux. Elle alimente leur réflexion et les accompagne dans leur action grâce à l'analyse des nouveaux enjeux et l'observation fine des pratiques du développement local.

4.1. Les éditions

✓ **Pauvreté et précarité en rural**

Publication à l'occasion de l'évènement de décembre d'un document de restitution des travaux du groupe, 12 pages (voir page 13).



✓ **Intelligence collective**

Valorisation de la recherche Sagacité : actualisation, finalisation et impression des derniers documents de valorisation du projet PSDR (Pour et Sur le Développement Régional) :

- *Conduire le changement avec intelligence collective - Focus éléments de repère, méthodologie et outillage*, 8 pages
- *Conduire le changement avec intelligence collective - Carnet d'outils de navigation*, 54 pages
- *Conduire le changement avec intelligence collective - Carnet d'outils de construction de connaissances*, 66 pages



✓ **Démarches alimentaires territoriales**

MOOC « Co-construire sa démarche alimentaire de territoire » réalisé pour le compte du CNFPT avec une équipe pédagogique constituée de trois personnes : Stéphanie Cabantous, consultante et cheffe de projet sur la conception du MOOC ; Damien Conaré, secrétaire général de la Chaire Unesco Alimentations du monde à l'Institut Agro Montpellier et Dominique Bernier, chargée de mission référente pour Cap Rural.



Une vingtaine de contributeurs a été mobilisée pour construire le contenu de ce cours en visio : services de l'Etat, réseaux de PAT, territoires engagés dans des PAT, consultants... dont 4 collaborateurs de Cap Rural.

Ce nouveau MOOC s'organise autour de 4 séances sur 4 semaines pour un temps d'apprentissage total estimé à 12 heures. Il donne suite à celui concocté en 2018 toujours pour le CNFPT et intitulé « Acteurs, outils, leviers pour mener les transitions du système alimentaire ». Quelque 2000 apprenants se sont inscrits à cette première diffusion de novembre 2022 sur la plateforme FUN.





✓ Liens entre entreprendre en collectif et collectivités territoriales en espace rural en AuRA

Après une étude-action en 2020 et, en 2021 la valorisation des résultats de cette étude (édition d'un poster présentant les résultats, conception d'un plan d'action et la création d'un groupe de travail dédié), en 2022, l'objectif est d'outiller les acteurs concernés.

Agents de développement des collectivités territoriales, accompagnateurs de porteurs de projets ou bien porteurs de projets collectifs ont co-construit dans le cadre du groupe de travail (voir page 13) et testé plusieurs outils destinés à être diffusés. Ces outils ont pour ambition d'apporter des solutions aux acteurs qui souhaitent mieux accompagner les initiatives collectives dans une visée de développement local.

14

✓ Numérique et développement local

La session « Espace rural et développement local : comment le numérique fait bouger les lignes ? » a donné lieu à la rédaction d'un article *Comment le numérique fait bouger les lignes du développement local et de l'espace rural* paru sur le site de Cap Rural. Divers supports viennent compléter ces informations : une carte conceptuelle sur les impacts du numérique sur le rural et le développement local, une carte mentale basée sur les témoignages, et un schéma résumant les impacts du numérique sur les méthodes du développement local.

En complément, deux fiches d'expérience sur les initiatives présentées ont été rédigées et seront publiées en 2023. La première porte sur la plateforme Urféco développée et portée par la Communauté de Communes du Pays d'Urfé et la seconde sur « Brûle ta bûche », la plateforme d'achat groupé de bois bûche en cours de prototypage par Grenoble Alpes Métropole et le Parc naturel régional du Vercors.

✓ Innovation, expérimentation et changement d'échelle

Poursuite de la co-rédaction de l'ouvrage avec le Ciedel. Parution prévue en septembre 2023 chez l'éditeur Chronique sociale.

✓ Innovation par l'usage

Présentation de l'exposition produite dans le cadre du projet MCDR USAGER.ES et mise à disposition auprès des lycées agricoles d'AuRA.

✓ Ressources publiées sur caprural.org

- Conciergeries de territoire, boîte ressources
- Répondre à un AAP ou à un AMI et organiser un AAP ou un AMI, cartes mentales
- Financer un projet d'entrepreneuriat collectif, carte mentale
- Liens entre entrepreneuriat collectif et collectivités territoriales, outils
- Enjeux agricoles des territoires périurbains - rôle des intercommunalités, article
- Retour sur la 8^e journée de l'ingénierie territoriale, article
- La création d'activités villes – campagnes, boîte ressources
- Des relations forêt-société complexes et des représentations antinomiques, vidéo
- Comment le numérique fait bouger les lignes du développement local et de l'espace rural, article
- Fonds européens sectoriels, guide. En partenariat avec Europe Direct
- Les territoires ruraux de demain - intervention de Martin Vanier et Pierre-Antoine Landel, vidéo et textes
- Favoriser l'accès à l'emploi et renforcer la création de valeur ajoutée par le maintien et le développement de nouvelles activités en s'appuyant sur les ressources et les compétences locales - intervention d'Aurélié Braillon, Renaud Bonamy et Claude Janin, vidéo et textes
- Construire une offre touristique renouvelée, diversifiée et accessible en réponse aux attentes de la clientèle et s'appuyant sur la mise en réseau des acteurs - intervention d'Hugues François et Philippe Violier, vidéo et textes
- Revitaliser les centres-bourgs via une approche stratégique et participative permettant de renforcer leur rôle de centralité en milieu rural - intervention de Quentin Brouard-Sala, Delphine Blanc et Elisa Dumay, vidéo et textes
- Innov'Rural 2022, 5 vidéos, 11 fiches d'expériences et 1 dossier de la revue Transrural Initiatives
- Précarité alimentaire (séminaire septembre 2022), 23 fiches d'expérience





- 25 ans au service des agents de développement local rural, vidéo

4.2. Les groupes sujets émergents

Les groupes de travail qui traitent de sujets dits émergents sont composés de territoires ayant répondu à l'appel à manifestation d'intérêt (spécifique à chaque groupe) conçu par Cap Rural et diffusé dans ses newsletters. Ces groupes durent chacun 18 à 24 mois. Ils ont pour objectif d'accompagner des territoires ruraux qui abordent un nouveau sujet, se posent des questions de méthodes d'action et sont prêts à produire et transférer collectivement les méthodes ou outils qu'ils ont testés et mis au point.

15

✓ Groupe Actions vigilance foncier

En 2022, 4 sessions de travail :

- 28 janvier en visio, 5 participants. Quels positionnements de la collectivité par rapport aux acteurs en présence ?
- 11 avril à Saint-Priest-en-Jarez (42), 8 participants. Outils de veille foncière et de préservation du foncier. Avec deux expériences supports : PAEN Saint-Etienne Métropole et Syndicat Mixte Plaines Monts d'Or
- 13 juillet en visio, 10 participants. Bilan intermédiaire de la feuille de route. Sujets à prioriser pour la suite du groupe de travail
- 19 octobre en visio, 11 participants. Mettre en place et conduire une stratégie foncière : le cas du Grésivaudan. Préserver le foncier agricole en zone périurbaine : l'expérience de la commune de Saint-Péray (07)

Décembre 2022, à la demande de la Région et de la SAFER, préparation d'un séminaire d'intégration de 30 nouveaux territoires (EPCI) dans la dynamique de ce groupe de travail (changement d'échelle, mobilisation des territoires...).

✓ Groupe pauvreté et précarité en rural

Une séance de travail le 7 février, en visio, 15 participants : à quelles échelles (territoriales) intervenir pour prévenir et lutter efficacement contre la pauvreté et la précarité en rural ? Table ronde avec les témoignages de : Vincent Challet, chargé de mission UD CCAS 63, Samuel Jabrin, directeur du CILDEA Loire, Jacqueline Chabrolle-Feuvrier, conseil départemental du Puy-de-Dôme, Pierre-Marie Georges, responsable stratégie et pôle médias AMRF.

15 décembre à Sainte-Colombe, un événement bilan d'étape (76 participants) pour informer les acteurs du développement rural en Auvergne-Rhône-Alpes de la situation et des caractéristiques spécifiques de la pauvreté et précarité en rural :

- Faire connaître les travaux réalisés, diffuser les ressources produites sur le sujet auprès des acteurs du développement local et du développement social, mais aussi des institutions et organisations en charge de la lutte contre la pauvreté.
- Favoriser le décloisonnement des acteurs.
- Construire des propositions de poursuite d'un groupe de travail et mobiliser de nouveaux participants : quels sujets traiter et approfondir, quelles nouvelles modalités d'actions, quels moyens à mobiliser ?

Une journée riche d'échange, mettant en lumière aussi le positionnement de coordination de Cap Rural sur ce sujet, de mettre en synergie des acteurs du social et ceux du développement local.

Les suites du groupe de travail, co-animé avec le Laboratoire d'Etudes Rurales sont en cours d'élaboration, en lien avec le commissariat à la lutte contre la pauvreté.

[Voir le document de valorisation des travaux du groupe diffusé à cette occasion.](#)

✓ Groupe jardins ruraux et développement local (co-animation Cap Rural, ISARA, Laboratoire d'Etudes Rurales)

- 21 janvier, en visio, 23 participants : urbanisme et conventions de mise à disposition du foncier pour des jardins (entre un acteur public et un acteur privé, entre deux acteurs privés...). Témoignage de la





communauté de communes du Bassin d'Aubenas - Alexandre Livirieri, service urbanisme et apports de Jean-Noël Consalès.

- Voyage d'études dans la vallée de la Drôme, 14 et 15 avril, 15 participants. A partir des visites de cas concrets, travailler des sujets inscrits dans la feuille de route initiale, et capitaliser sur ces expériences : enjeu eau (ville de Die, vallée de Quint et Samare) ; enjeu de développement de la production maraîchère locale (Jardins nourriciers Vallée de Quint) ; enjeu de lien social et intergénérationnel (Jardins nourriciers et Samare) ; enjeu de développement/pérennisation et dynamique collective (Jardins de Samare nés récemment).
- Session du 6 juillet, en visio, 19 participants. Approche écosystémique d'un bassin versant, problématiques écologiques, juridiques, réglementaires dans le contexte de changement climatique, à partir du cas de la rivière Drôme et des questionnements des participants (avec Jérôme Duval, technicien rivières, Syndicat mixte de la rivière Drôme). Eau et jardins : changement climatique, eau et sol, arrosage, économie d'eau, eau et qualité des légumes (avec Blaise Leclerc, agronome).
- Voyage d'études à Saint-Flour (15) et Cournon d'Auvergne (63), 28 et 29 novembre, 15 participants. A partir des visites de cas concrets, travailler sur des sujets inscrits dans la feuille de route initiale, et capitaliser sur ces expériences : modèles économiques, formes hybrides de jardins ruraux, réseaux de jardiniers individuels, précarité alimentaire et jardins, formation collective, technique, liens professionnels - jardiniers amateurs.

✓ Groupe liens entre entreprendre en collectif et collectivités

Il s'est réuni quatre fois afin de co-construire et tester des outils pertinents pour accompagner des initiatives d'entrepreneuriat collectif sur les territoires ruraux :

- 25 janvier : caractériser la dimension développement local des projets - en visio, 6 participants
- 8 avril : mesurer l'impact d'un projet d'entrepreneuriat collectif sur son territoire - Lyon, 6 participants.
- 12 mai : place et rôles des collectivités dans l'entrepreneuriat collectif - en visio, 6 participants.
- 21 juin : présentation des préconisations issues de l'étude-action aux accompagnateurs de porteurs de projets et temps d'échange sur l'intérêt de la mise en œuvre de certaines d'entre-elles de manière individuelle ou collective - en visio, 11 participants.

✓ Groupe action sociale et développement local

Un groupe de travail qui vise à décroisonner des acteurs du développement local et ceux de l'action sociale afin de mener des politiques de développement social et local plus globales, de conduire des actions plus cohérentes et mieux articulées et de permettre plus de lisibilité sur un territoire.

L'objectif principal du groupe est de conduire une réflexion sur les métiers et le maillage des métiers.

Ce groupe de travail traite le sujet uniquement sous l'angle de l'ingénierie, de ses missions et compétences.

Il s'inscrit en complément des travaux réalisés dans le cadre du groupe de travail de Cap Rural Pauvreté et Précarité en rural et par ailleurs dans la dynamique nationale sur les transitions sociales du Carrefour des métiers, animé par l'UNADEL (Union Nationale des Acteurs du Développement Local), à laquelle Cap Rural contribue.

En 2022, Cap Rural a participé au groupe de travail "Développement social et transitions" du Carrefour des métiers du développement territorial. Présence à quatre temps de travail en visio : échanges de contacts de personnes ressources, partage de ressources, facilitation des liens entre les différents travaux, enrichissements mutuels, etc.

Calendrier 2022 du groupe :

- Préparation et lancement de l'appel à manifestation d'intérêt, fin d'année 2021 - début d'année 2022.
- Lancement du groupe de travail, 7 avril, en visio, 7 participants. Identification des envies, besoins et des sujets à travailler dans le cadre du groupe de travail. Modalités de fonctionnement du groupe de travail. Construction d'un tableau partagé sur : quelles actions / quelles initiatives / quels projets déjà engagés sur le sujet, quels constats, quelles problématiques, quels besoins, quelles préoccupations, quelles envies de travail, quels acteurs rencontrer, quelles actions concrètes pourraient être menées.
- Terrain d'expérimentation, 12 juillet, à la Chaise-Dieu (43), 11 participants.
 - visite des locaux de La Brèche. Analyse de cas sur les départements 43 et 63



- démarrage d'une cartographie collective de qui fait quoi, comment et avec qui (dispositifs, actions, acteurs à la croisée du développement local et du développement social)
- les métiers, missions, compétences et méthodes qui permettent de faire passerelle entre développement local et développement social.

4.3. Thèse CIFRE sur l'accès à l'alimentation

Depuis 2021, et jusqu'en 2023, Cap Rural s'implique dans une thèse CIFRE, menée par Mathilde Ferrand, sur l'accès à l'alimentation en milieu rural pour les habitants en situation de pauvreté en région Auvergne-Rhône-Alpes. Trois axes de travail ont été retenus : les difficultés d'accès à l'alimentation, leurs modalités de prise en charge et l'analyse croisée des stratégies d'acteurs et des situations à l'échelle des territoires. Les partenaires de cette thèse sont Sol et Civilisations, le Laboratoire d'Études Rurales, le Conseil départemental de la Drôme, la Fondation RTE et Saint-Flour Communauté (15). Le travail de terrain est désormais terminé, la thèse est en cours de rédaction et sera soutenue au 4^e trimestre 2023. Les enseignements seront valorisés dans un programme d'accompagnement des Projets Alimentaires Territoriaux (2023-2024).



5. La veille et l'information

Plusieurs outils et services sont à la disposition des acteurs du développement. Cap Rural joue un rôle important de diffusion d'information, qu'il s'agisse de l'actualité du développement, de ressources thématiques ou de la réponse ponctuelle à des besoins spécifiques.

5.1. Les supports et outils permanents

✓ Site Internet caprural.org

Le site Internet de Cap Rural a été enrichi de 1022 nouveaux articles (contre 1167 en 2021 et 824 en 2020), hors annonces d'évènements ou de sessions :

- 343 dans la rubrique Lu pour vous,
- 198 appels à projets, appels à manifestation, questionnaires ou enquêtes,
- 275 informations sur des séminaires, rencontres... aux échelles régionale, nationale ou européenne,
- 185 offres d'emploi ou de stage, services civique ou de volontariat territorial en administration, principalement en AuRA.

Les boîtes ressources sont actualisées régulièrement pour les ressources les plus importantes.

✓ Lettres d'information



30 publications des *Veilleurs* et 27 éditions de *Suivez le fil*.

En 2022, l'équipe de Cap a produit 21 nouveaux articles relatifs à la production et/ou à la diffusion de ressources.



Les taux élevés d'ouverture se poursuivent, avec respectivement 30% pour Les Veilleurs (1621 abonnés, contre 1546 en 2021, 1121 en 2020, 915 en 2019 - lettre réservée aux cotisants et partenaires) et 22% pour Suivez le fil (3363 abonnés, contre 3083 en 2021, 3129 en 2020, 2927 en 2019 - abonnement libre en ligne).

Comme chaque début d'année, Les Veilleurs ont été adressés en janvier à l'ensemble du public de Cap Rural, indistinctement du statut de la cotisation, afin de faire connaître ce service de Cap Rural.

✓ Emailing

Innov'Rural 2022 a fait l'objet d'une campagne de communication spécifique qui s'est traduite par trois envois d'emailing.

✓ Chaîne Youtube de Cap Rural

Avec 112 vidéos en ligne, la chaîne Youtube de Cap Rural a proposé 10 nouveautés en 2022, principalement en lien avec l'édition 2022 d'Innov'Rural et l'accompagnement des candidats au programme LEADER 2023-2027 en Auvergne-Rhône-Alpes.



✓ Site Internet du réseau rural national

Cap Rural, qui incarne le réseau rural en Auvergne-Rhône-Alpes, a contribué au site Internet du réseau rural national en publiant 2 informations.

✓ Veille interne

La veille se partage en équipe avec une fréquence hebdomadaire via un outil de curation en ligne (Scoop-it) : en 2022, l'équipe a reçu 36 lettres intitulée "Gardez un œil sur la veille". Les informations y sont ventilées par thématiques (collectivités, alimentation, agriculture, culture, associations, financements...).

✓ Base de données

La base de données de Cap Rural (9328 contacts contre 8947 l'année précédente) est enrichie en permanence : en 2022, 912 nouveaux contacts ont été entrés (contre 861 en 2021) et 667 sortis (contre 556 en 2021). Ces individus sont à 99% en AuRA et constituent le public de Cap Rural.

✓ Newsletter pour les GAL Leader

Elle s'articule autour de l'actualité et des sessions proposées aux animateurs LEADER. Trois éditions ont été publiées en 2022.

5.2. Les services à la demande

✓ Service copie d'article

Quand des articles cités dans Les Veilleurs ne sont pas accessibles gratuitement par le public, ceux-ci sont proposés en copie (service soumis à cotisation à Cap Rural). En 2022, 41 articles (contre 34 en 2021) ont été proposés en copie ; et au total, 355 copies ont été demandées par 66 personnes différentes (contre 187 copies par 29 personnes en 2021).

✓ Service question réponse

Ce service, réservé aux cotisants, a été sollicité par 3 personnes cherchant des informations sur un sujet, pour trois demandes distinctes.



6. L'ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS

Cap Rural accompagne les acteurs au plus près de leurs besoins. L'équipe soutient les professionnels et leurs employeurs par des appuis individuels ou collectifs sur des enjeux particuliers, des aspects méthodologiques, l'évolution de la carrière des agents ou la réorganisation du personnel.

20

6.1. Les appuis méthodologiques individuels

En 2022 ils ont porté sur :

- le partenariat avec la recherche : 1
- l'innovation : 1
- la mise en place d'un dispositif d'accompagnement type fabrique à initiatives : 1
- l'élaboration d'un appel à manifestation d'intérêt sur l'innovation sociale et territoriale : 1
- le maillage de projets collectifs agricoles avec les acteurs du développement des territoires : 2
- des aspects de la mise en œuvre de PAT : 9
- la gouvernance de projets : 1
- la coopération entre porteurs de projets privés et acteurs territoriaux publics : 2
- des demandes ponctuelles de renseignements pour la recherche de financements de projets de développement local ou de structures : 16
- la conduite de projets de développement : 3
- l'emploi et la carrière d'agents de développement rural : 37
- divers : 1
-

6.2. Les appuis méthodologiques collectifs

- Sur la mutualisation inter structures pour conduire des projets de développement : 1 appui concernant deux structures
- Aux employeurs d'agents de développement local : 10 structures, soit 21 personnes.

✓ Appui méthodologique collectif « Raisonner et travailler ses réseaux »

Objectifs : permettre de prendre du recul sur les pratiques de réseaux dans les projets menés par les participants, outiller afin d'analyser et de raisonner les pratiques de réseaux ; identifier et analyser les réseaux du territoire et les réseaux professionnels et relationnels ; définir une stratégie de réseaux au service d'un projet (action, recherche de financement, stratégie de structure, missions globales d'un poste, recherche d'emploi) ; identifier les points d'attention et les leviers pour actionner et entretenir les bons réseaux.

L'appui a alterné des temps collectifs et des temps de suivi individuel (3 temps collectifs : 29 mars visio, 22 avril en présentiel et 24 mai en présentiel, à Saint-Priest en Jarez + 3 ou 4 temps de suivi individuel par groupe projet, soit au total 15 temps de suivi individuel réalisés de mars à septembre 2022, d'une durée moyenne de 2h à 2h30, visio ou en présentiel).

L'appui a concerné 9 personnes représentant 5 groupes projets :

- développement d'un espace de coworking
- stratégie de réseaux d'un projet d'ESS
- développement de nouvelles filières de valorisation du poisson d'étang
- développement des relations entre recherche et collectifs d'agriculteurs impliqués dans des démarches de recherche-action en agroécologie
- stratégie de réseaux d'une structure.





✓ **Appui méthodologique collectif « Expérimenter et tester en situation réelle une nouvelle idée, un nouveau projet »**

Objectifs : permettre de monter en compétences et outiller sur les méthodologies de test et d'expérimentation ; renouveler et enrichir les pratiques et les méthodes de conduite de projets ; aider à dépasser les difficultés.

L'appui méthodologique s'est déroulé sur 6 mois et a alterné des temps collectifs et des temps de suivi individuel (2 temps collectifs en visio (entre 2h et 3h) : 23 sept, 24 nov. + 2 temps collectifs : 21 et 22 octobre, 15 et 16 déc. à Eurre et Allex - 26) + 2 temps de suivi individuel pour chaque groupe projet, d'une durée moyenne de 2h, en visio ou en présentiel.

Une visio de présentation de l'appui méthodologique a été proposé en juin 2022 en amont du démarrage afin d'échanger avec les premiers acteurs intéressés et leur permettre de se positionner.

L'appui a démarré en septembre 2022 et se terminera en mars 2023.

L'appui a concerné 30 personnes (que ce soit dans le cadre des temps collectifs ou des temps de suivi individuel) représentant 8 groupes projets :

- 2 projets de tiers-lieu
- la mise en place d'un accompagnement des porteurs de projet ESS à l'échelle du territoire du Vercors
- le développement des actions d'une communauté professionnelle territoriale de santé
- un projet Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD)
- la collaboration entre des éleveurs et des chantiers d'insertion autour de l'entretien de clôture de défense contre les attaques de loup
- l'organisation d'un évènement et le développement d'un jeu permettant de créer plus de lien entre des équipes délocalisées
- le déploiement d'un dispositif d'accompagnement à l'élaboration de politiques locales sur la jeunesse.

6.3. Les groupes d'échange de pratique

✓ **Groupe d'échange de pratique « Collaborer avec des chercheurs »**

Destiné principalement à des acteurs du développement rural, et ouvert également à des chercheurs intéressés, ce groupe d'échange fait suite à trois visios organisées sur le sujet en 2020 et 2021. Parmi les participants à ces dernières, plusieurs ont formulé leur intérêt de prolonger les réflexions afin d'être aidés pour développer et améliorer leurs collaborations entre acteurs et chercheurs. 15 participants, dont un enseignant-chercheur.

Trois temps d'échange de pratique organisés au deuxième semestre de 2 heures chacun :

- 6 sept. - lancement du groupe, échange sur les besoins et définition des sujets à traiter - 10 participants
- 19 oct. - échange sur "identifier les bons contacts, les bons réseaux, la bonne porte d'entrée" - 7 participants
- 30 nov. - échange sur "les financements des projets de recherche" - 8 participants

✓ **Groupe d'échange de pratique Ingénierie financière**

- 1^{er} mars : une intervention autour de la question de la fiscalité et des recettes des collectivités locales pour financer des projets de développement local. En visio, 9 participants.
- 5 mai : contrats de relance et de transition écologique, avec un point d'étape du dispositif et un échange d'expérience entre membres du groupe. La seconde partie de la réunion a permis avec l'intervention d'Europe Direct d'aborder les fonds sectoriels 2021/2027. En visio, 10 participants.
- 18 octobre : mobilisation de financements privés avec l'intervention de Christophe Nicotta de Cap Conseil. En visio, 21 participants.
- 13 décembre : dans la continuité et en complémentarité de la réunion du 18 octobre, le centre social du Diois a témoigné de son expérience de mécénat de compétences. En visio 5 participants.



✓ Groupe d'échange de pratiques du réseau RADAR

Des rendez-vous réguliers principalement à destination des agents chargés des PAT pour échanger des informations et partager autour d'une question centrale :

- 28 février - Réaliser le diagnostic d'une démarche alimentaire territoriale : qui fait quoi comment ? les questions qui se posent ?, en visio, 14 participants
- 14 avril - Accessibilité et justice alimentaire : qui fait quoi comment ? Les questions qui se posent ?, en visio, 15 participants
- 28 avril - L'Approvisionnement local de la restauration collective : qui fait quoi comment ? Les questions qui se posent ?, en visio, 23 participants
- 30 mai - Mobilisation et participation citoyenne dans les démarches alimentaires : qui fait quoi comment ? Les questions qui se posent ? en visio, 7 participants
- 4 juillet - Agir collectivement sur le foncier pour l'alimentation durable - qui fait quoi comment ? Les questions qui se posent ?, en visio, 21 participants
- 28 novembre - L'évaluation dans les PAT : quelles approches opérationnelles pour servir l'action ? avec la participation de Lisa Gerbal de Terres en Villes pour une restitution des travaux EvalPat conduits dans le cadre du Rn PAT (Réseau national des PAT), en visio, 24 participants.

+ 7 juin, un temps d'échange de pratique proposé trois mois après la session du 1^{er} mars « Prévoir, mobiliser et organiser l'ingénierie territoriale sur les Démarches Alimentaires Territoriales », avec un rendez-vous de 2 heures en visio pour partager sur la mise en œuvre des apports de la session initiale, les difficultés et les solutions possibles. 5 participants.





7. Les partenariats et les réseaux

Outre sa contribution à la dynamique du Réseau rural national, Cap Rural anime ou participe à plusieurs partenariats et dynamiques territoriales. Cette activité stimule les échanges entre acteurs et favorise la diffusion d'idées et de bonnes pratiques.

7.1. Les partenariats

✓ Complémentarité des circuits d'approvisionnement infrarégionaux

Poursuite des travaux partenariaux avec la chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes, La Coopération agricole et l'Isara :

- consolidation et publication d'une synthèse des travaux conduits en 2020 et 2021
- activation d'une expérimentation locale pour activer le dialogue filières-territoires
- projet de consolidation d'une cartographie des outils et équipements de transformation agro-alimentaire à l'échelle régionale.

✓ TRANSTRAE

Cap Rural est un des acteurs de ce projet avec la fédération régionale des CUMA, la FEVEC, TRAME, le Centre de développement de l'agroécologie et l'ISARA. TRANSTRAE est un projet (financé par la fondation Carasso) dont la vocation est d'entraîner le maximum d'agriculteurs dans la Transition Agro-Ecologique en s'appuyant sur des collectifs expérimentés via la capitalisation de leurs expériences. Cap Rural a participé aux travaux sur les relations entre les collectivités territoriales et les collectifs d'agriculteurs en transition agro-écologique.

- Une session d'exploration le 10 juin, en visio, 26 participants (acteurs du développement des territoires) : renforcer les partenariats entre collectivités territoriales et agriculteurs en transition agro-écologique.
- La capitalisation des échanges de cette session a donné lieu à un livret *Des pistes pour un dialogue entre les collectifs d'agriculteurs en transitions agro-écologiques et les collectivités territoriales*. Il a pour objectif de donner des indications aux collectifs d'agriculteurs pour dialoguer et collaborer avec les collectivités territoriales de leur territoire pour faire connaître les initiatives qu'ils conduisent et obtenir des soutiens techniques ou financiers.
- Un séminaire le 30 septembre à Haute-Rivoire (69), Agir ensemble pour la transition écologique, 71 participants.

✓ Territoires à Agriculture Positive

- Formation sur les méthodes d'animation participative, en visio le jeudi 2 juin de 9h30 à 12h30, 6 participants.
- Séminaire 8 et 9 juin, Mandailles (15), 18 participants.
- Séminaire final, 8 novembre, Clermont-Ferrand (63), 15 participants.

Ce projet prend fin en 2022.

✓ Maxim'Herbe

Participation au comité scientifique et technique du Cluster herbe sur la présentation/avis des projets, du nouvel appel à projets de la DRAAF qui fait suite à Territoires à Agriculture Positive, Maxim'Herbe. Cap Rural est sollicité pour de l'échange de pratique et de la capitalisation des projets. 27 septembre à Lempdes (63).





✓ **Comité régional d'animation des Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE)**

Participation mensuelle à cette instance partenariale coordonnée par la CRESS Auvergne Rhône-Alpes. En tant que structure ressource pour les agents de développement local de la région, Cap Rural apporte des outils aux PTCE pour entrer en dialogue avec les collectivités, identifier des potentiels et structurer leur action dans une ambition de développement local.

✓ **TZCLD**

Participation au comité régional des partenaires Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée en Auvergne-Rhône-Alpes animé par l'association nationale TZCLD, la CRESS AuRA et ATD Quart Monde

24

✓ **AVISE**

Cap Rural est membre de la communauté Emergence animée par l'AVISE à l'échelle nationale. En tant que structure qui participe à l'émergence d'activités en partant des ressources et besoins des territoires, Cap Rural tient à faire partie de ce réseau pour se rapprocher d'autres structures qui ont une méthodologie similaire, notamment en milieu rural (Fabrique à Initiatives, etc.).

✓ **Transrural initiatives**

Cap Rural est membre du collectif qui anime l'Agence de diffusion et d'information rurale (ADIR), qui publie la revue Transrural Initiatives et à ce titre participe aux instances de gouvernance et au comité d'orientation annuel.

Cap Rural a plus particulièrement travaillé sur deux dossiers thématiques : *Bien vivre en rural* dans le n°492 de la revue (en accompagnement de la journée Innov'Rural) et *En rural, refuge, résistance et relégation* dans le n°494.

Participation aux comités de rédaction de Transrural initiatives : 6 réunions en visio pour échanger sur les sujets, définir des angles, faire des propositions.

✓ **UNADEL**

La contribution aux travaux de l'UNADEL prend plusieurs formes :

- Carrefour des métiers : participation au pilotage, contribution à la conception d'une formation expérimentale sur la mise en transitions des territoires qui se déroulera en 2023 (avec le CIEDEL, l'IR.DSU et le CNFPT)
- Inter réseaux : participation aux échanges avec Territoires et citoyens en Occitanie, Citoyens et territoires Grand Est, Les Localos, l'UNADEL...)
- Jeudis du développement local : coanimation le 23 juin d'une session sur *La facilitation : modalités de renouveau de l'animation territoriale ?*
- La rentrée du développement local : inscription dans cette dynamiques de la journée Innov'Rural.

✓ **Région AuRA - préparation du FEADER**

Cap Rural a été sollicité par la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour un accompagnement à la mise en place d'options de coûts simplifiés pour certaines mesures du FEADER 2023-2027. Cela s'est traduit par :

- des réunions de travail avec les chargés de missions de la Région
- la mise en place d'un groupe de travail/échange pour la mesure concernant le partenariat européen pour l'innovation (PEI) en présence de la Région et de potentielles structures bénéficiaires
- la production d'une étude par Cap Rural à partir des dossiers PEPIT 2019 et 2021 pour mesurer les effets des différents scénarios en fonction des OCS possibles.

✓ **Divers**

- Journées « L'économie autrement » organisées par la revue Alternatives Economiques : participation le 25 novembre à Dijon à une table ronde organisée par IRTESS sur la redynamisation des territoires ruraux.





- ADRETS, étude sur les Smart Villages : participation au comité consultatif de cette étude commanditée par le Réseau Rural National (proposer des arbitrages dans les éléments de définition et de périmètre du smart village et intervenir en relecture du guide paru en novembre).
- RURALTIC : participation au comité de pilotage les 21 mars et 8 juin pour déterminer les thèmes à aborder, ainsi que les intervenants pertinents pour l'évènement qui a eu lieu les 23, 24 et 25 août. Une vingtaine de structures a été mobilisée, incluant entre autres l'ANPP, Back to Earth, Infranum, le Département du Cantal, la Ville d'Aurillac, l'IADT.
- Revue POUR : participation à deux comités de rédaction en visio.
- Installation de vétérinaires en milieu rural : participation à un temps de travail organisé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes sur l'élaboration et le lancement d'un appel à projets.

7.2. Les réseaux

✓ Contribution au Réseau rural national et collaborations avec les réseaux ruraux régionaux (FEADER)

- 4 rencontres en visio pour des échanges d'expérience et de méthodes d'animation de réseaux, visios thématiques et actus du RRN et ENRD
- AG du RRN, 9 décembre en présentiel : réflexions et préfiguration du futur réseau national agricultures et ruralités
- Transfert d'expériences au réseau régional Pays de la Loire sur appui à l'ingénierie territoriale, 20 octobre, 12 participants.

✓ Animation du réseau régional des territoires forestiers AuRA

- Session du 20 janvier, en visio, 16 participants. Objet des échanges : mise en place d'un observatoire régional des actions/expérimentations menées dans le domaine de l'adaptation au changement climatique (pour répondre à quels besoins des acteurs des territoires forestiers et de la filière ? Comment le mettre en place et le faire vivre ? Qui pour le construire et l'animer dans la durée ?). Informations des services de la région (D. Blondiaux) sur le FEADER 2023-2027 et la politique régionale.
- Session du 31 mars, à Saint-Siméon-de-Bressieux (38), 24 participants. Objet des échanges : relations forêt-société : des expériences menées par les territoires forestiers (flyers, outils de communication, programmes d'animations, vidéos courtes...). Quelles nouvelles actions porter dans les territoires ? Comment travailler ce sujet au niveau du réseau ? Quels liens avec les actions portées par d'autres acteurs ? Adaptation au changement climatique : visite de parcelles publiques en futaie irrégulière, avec Franck Delphin, responsable Unité territoriale ONF Bas Dauphiné.
- Session du 28 juin, en visio, 27 participants. Objet des échanges : les relations forêt-société complexes et les représentations antinomiques, avec l'intervention de Christine Farcy, chargée de cours invitée et chercheure en sciences humaines et sociales Forêt, UCLouvain. Les enjeux, mobilisations sociales et conflits dans les forêts françaises à l'aube du XXIe siècle : permanence et renouveau avec l'intervention de Philippe Deuffic, chercheur INRAE de Bordeaux. Forêt et (biens) communs : des concepts revisités aujourd'hui par les protagonistes ? avec l'intervention de Jonathan Lenglet, chercheur AgroParisTech, Campus de Nancy. Enseignements à tirer des remontées des territoires sur les actions forêt-société mises en œuvre, et des interventions de la journée. Mettre en place de nouvelles actions à l'échelle locale et/ou à d'autres échelles.

✓ Animation du Réseau des Acteurs des Démarches Alimentaires en Région - RADAR



Le réseau fait suite aux groupes de travail animés sur le sujet depuis plusieurs années. Officialisé en février à l'occasion du premier Comité Régional de l'Alimentation (CRALIM) en AuRA, RADAR a vu le jour sous l'impulsion de Cap Rural et dans le cadre d'un partenariat avec la DRAAF, le Conseil Régional et l'ADEME. Il est pensé comme un outil pour appuyer l'émergence et la mise en œuvre des Démarches Alimentaires Territoriales en AuRA. Il propose tout au long de l'année des temps d'échange de pratique (voir ch. 6.3.), des sessions d'exploration ou de formation (ch. 9) ou des évènements (voir ch. 8)



- Présentation du Réseau des Acteurs des Démarches Alimentaires en Région (RADAR), 15 avril, en visio, 27 participants.

✓ Coordination du réseau Envie d'R



Le réseau Envie d'R a continué à se déployer : 16 territoires ruraux font aujourd'hui partie d'Envie d'R et le dialogue et les liens se précisent avec le réseau des prescripteurs urbains qui s'étoffe.

Suite à une mission menée par un consultant sur l'évolution de la gouvernance d'Envie d'R, les membres du réseau ont validé la nécessité d'y travailler et en premier lieu de renforcer le portage politique d'Envie d'R par les élus des territoires. Ces derniers, réunis en décembre dans une réunion de préfiguration de la gouvernance, ont acté la mise en place d'une instance de gouvernance à partir de 2023 et ont de nouveau légitimé Cap Rural comme structure d'animation et de coordination du réseau.

26

Pour rappel, Envie d'R est une démarche de développement local, de professionnalisation qui agit sur l'accueil de porteurs de projets urbains dans des territoires ruraux. Envie d'R est coordonné par Cap Rural avec l'appui stratégique des Localos.

Durant cette année, deux territoires sont entrés dans le réseau : Roannais agglomération et la Communautés de Communes du Pays entre Loire et Rhône (COPLER).

Animation des réunions du réseau :

- réunion de préfiguration de l'instance de gouvernance : 7 décembre à Lyon
- équipe projet : 10 et 11 mars + 5 juillet à Chamboeuf / 6 octobre à Montrond les Bains / 13 décembre en visio
- journées partenaires : 24 janvier en visio et 4 avril à Lyon.

Coordination des actions vis-à-vis des porteurs de projets urbains, candidats à une installation à la campagne :

- 12 rencontres Envie d'R organisées et participation à 6 salons
 - 7 visios (R)êver la Campagne : 40 participants porteurs de projets
 - 2 Webs Thématiques « Agriculture » et « Métiers d'arts » : 11 participants porteurs de projets
 - 2 café Campagne à Lyon - Pôle Emploi Confluence et Transition Pro - 20 participants
 - 1 session (R)éaliser la Campagne Saint-Etienne transformée en 4 rendez-vous en visio
 - 6 salons : Go Entrepreneur, Forum, Rencontres nationales du retour à la Terre et aux territoires, à Clermont-Ferrand, Forum de l'Entrepreneuriat à Lyon, Saint-Etienne, Valence.
- Contacts directs par mails et tel - 29 contacts (dont 19 via les offres).

Deux résultats marquants : ces actions ont permis d'accueillir et d'orienter 157 nouveaux porteurs de projets et les territoires ont mis en ligne 137 offres d'activités sur le site enviedr.com.

Les chantiers et les expérimentations :

- « Mieux travailler à la campagne, moins rouler en ville » : le Laboratoire d'innovation sociale a été mené de manière partenariale entre Envie d'R et LeCentsept afin de favoriser le télétravail rural en espace de travail partagé pour les salariés d'entreprises lyonnaises. Il a eu lieu de mars à septembre à travers 5 ateliers mobilisant plusieurs acteurs en lien avec la thématique (acteurs de coworking, entreprises, collectivités rurales...). L'objectif du Labo est d'imaginer et de construire collectivement une ou plusieurs solution(s) concrète(s) pour :
 - diminuer les déplacements pendulaires entre la Métropole de Lyon et les territoires ruraux alentours
 - améliorer le cadre de vie en ville
 - étoffer l'offre et le maillage d'espaces de coworking en zones rurales et diversifier les services proposés
 - développer l'économie résidentielle en zone rurale.

Suite au cycle d'ateliers, le projet d'expérimentation a été étudié en comité d'orientation du CentSept le 12 octobre. Il a été décidé qu'une étude de faisabilité devait être menée, avant le passage à une expérimentation pour valider le besoin et l'intérêt, auprès d'entreprises et de salariés. Elle sera réalisée d'ici février 2023.





- « Emploi - recrutement en rural » (avec 7 territoires) : une réunion a été organisée pour explorer le sujet et les besoins des territoires.

Un document a été réalisé à destination des prescripteurs urbains du réseau Envie d’R : « Transition professionnelle et personnelle de la ville à la campagne, mieux accompagner avec la solution Envie d’R ». Il s’agit de deux pages pour comprendre comment utiliser Envie d’R quand on est un accompagnateur urbain de porteurs de projet.





8. L'organisation d'évènements et d'échanges d'expérience

Chaque année, Cap Rural propose aux acteurs du développement local la possibilité de se rencontrer et d'échanger sur des thématiques d'actualité. Ces événements sont devenus des rendez-vous réguliers, fréquentés par plusieurs centaines de personnes.

28

✓ **Innov'Rural 2022 : Bien vivre ensemble en rural**

A Saint-Chamond (42), 110 participants. Un sujet qui fait sens dans les territoires, dans des périodes sous tensions (crise sanitaire COVID et crises sociales - perte de liens... guerre en Ukraine avec ses répercussions sur des biens alimentaires et énergétiques, inflation...). Un sujet qui est travaillé par les acteurs des territoires ruraux (associations, collectifs, collectivités locales qui le remettent en lumière). Cinq thématiques traitées : accueil migrants en rural, convivialité, santé, économie, indicateurs de mesure du bien-vivre. Des expositions : fresque de la renaissance écologique, photos proposées par des participants, exposition les Communs et Trièves Terre nourricière. Des apports d'acteurs et chercheurs (Fiona Ottaviani, Ecole de management de Grenoble, Isabelle Concessi - centre social La Paz, Jean-Luc Delpuech président de la communauté de communes du Clunisois). Voir article ch. 3.

✓ **Journées Rurales : Développement rural, nouvelles ruralités, nouveaux référentiels**

Co-organisées par le Comité national français de géographie, le Laboratoire d'études rurales - Université Lyon 2 et Cap Rural, les 3 et 4 octobre à Lyon, 200 participations (chercheurs, professionnels du développement local et étudiants). Préparation et animation de tables-rondes recherche action/recherche participative/recherche impliquée et précarité pauvreté), participation à la table ronde introductive.

✓ **Séminaire régional annuel des démarches alimentaires territoriales**

Séminaire régional RADAR 2022 « Agir à l'échelle territoriale pour lutter contre la précarité alimentaire et favoriser l'accès de tous à une alimentation de qualité », 15 septembre, Saint-Chamond (42), 150 participants. Un événement co-organisé avec la DRAAF et la DREETS AuRA pour favoriser l'interconnaissance entre les territoires porteurs de Projets Alimentaires Territoriaux et les acteurs de la solidarité alimentaire, faire connaître et partager des outils et initiatives inspirantes, donner à voir les rôles et missions des territoires et leurs modalités d'actions pour lutter contre la précarité alimentaire.

✓ **Back to Earth : Rencontre nationale du retour à la terre**

À Clermont-Ferrand les 9 et 10 novembre. Contribution à la préparation et à l'animation de trois ateliers : Vers une approche territoriale de l'agriculture et de l'alimentation ? Quels leviers pour la revitalisation des territoires ?" et S'intégrer en milieu rural, les conditions de réussite.

✓ **9^e journée de l'ingénierie territoriale**

ARADEL, Auvergne-Rhône-Alpes Spectacle Vivant, Cap Rural, le Ciedel et Labo Cités ont organisé le 24 novembre à Sainte-Colombe (69) la 9^{ème} journée de l'ingénierie territoriale qui chaque année permet d'explorer la collaboration entre les différents professionnels du développement des territoires d'AuRA. Cette édition a eu pour thème « l'esprit coopératif ».

La coopération, si souvent invoquée, n'est pas sans questionner les professionnels, les élus et leurs partenaires qui se rendent compte qu'il s'agit autant de maîtriser des méthodes et des outils que de diffuser et d'entretenir un état d'esprit, un terreau favorable à la coopération aux échelons techniques autant que politiques.

Cette journée a permis à 70 participants, dont une vingtaine d'étudiants en alternance du master 2 - Gestion des territoires et développement local (Université Lyon 3), d'engager la réflexion, de découvrir des expériences et de tester des outils favorisant la coopération.





9. La formation et l'exploration de sujets

Plus de 70 sessions de formation et de découverte de sujets d'actualité sont organisées chaque année par Cap Rural. L'objectif est de répondre aux besoins des agents en matière de professionnalisation et de prise en compte des nouveaux enjeux.

29

9.1. Les sessions de formation et d'exploration

- Mettre en récit un territoire, en visio, 14 janvier, 35 participants
- Territoires ruraux : construire des offres d'activités qualifiées. Pourquoi ? Comment ?, 1er février en visio et 30 juin en présentiel, 9 participants
- Conciergeries de territoire et tiers-lieux : quelles complémentarités ?, en partenariat avec le réseau Pluriels (réseau des conciergeries de territoire), 7 février en visio, 30 participants
- Du diagnostic à la stratégie de mise en œuvre d'un projet, 27 janvier et 10 février, deux demi-journées en visio, 11 participants
- Elu-agent, former un binôme opérationnel pour construire et mener des projets de développement local, 15 février, en visio, 8 participants
- Prévoir, mobiliser et organiser l'ingénierie territoriale sur les Démarches Alimentaires Territoriales, 1^{er} mars, Saint-Chamond (42), 11 participants
- Faire de la veille sur une ou plusieurs thématiques, 2 mars, en visio, 10 participants
- S'outiller pour agir dans des situations complexes ou d'incertitude, 3 mars, en visio, 12 participants
- Les tiers-lieux agricoles, 8 mars en visio, 36 participants
- Concevoir et animer une cartopartie numérique, à Lyon (69), 10 mars, 15 participants
- Chef de projet : étapes et postures pour conduire un projet de développement local, 21 mars en visio et 4 avril à Lyon, 12 participants
- La gestion des risques d'un projet de développement local, en visio, 1^{er} avril, 15 participants
- Rendre attractifs les métiers du développement local rural, 12 avril, en visio, 11 participants
- Travailler des controverses, 6 mai, Vienne (38), 11 participants
- Maîtriser le mode projet, 17 mai, en visio, 15 participants
- Espace rural et développement local : comment le numérique fait bouger les lignes ?, en visio, 19 mai, 22 participants
- Les haies agricoles, des exemples d'agroforesterie au service de la biodiversité et de la qualité des paysages, 31 mai, Saint-Flour (15), 20 participants
- Découvrir les fonds sectoriels présentant des opportunités de financements pour vos projets de développement local, 7 juin en visio, 9 participants
- Créations d'activités artisanales : nouveaux profils, nouvelles opportunités pour les territoires, 21 juin en visio, 9 participants
- Mixer présentiel et distanciel pour animer un groupe de travail, une instance, 12 septembre, forme hybride (visio et Lyon), 21 participants
- S'organiser et s'outiller pour mobiliser et gérer des financements complexes, 22 septembre, Lyon (69), 8 participants
- Consolider ses pratiques d'animation, 29, 30 septembre à Lyon, 9 participants et 17,18 novembre à Lyon (69), 11 participants
- Intérêt pour les territoires ruraux à accompagner le développement de l'entrepreneuriat collectif, 4 octobre en visio, 9 participants
- Valoriser ses compétences d'agent de développement local dans la suite de sa carrière hors développement local, en visio, 18 octobre, 7 participants
- Innover, expérimenter et pérenniser son projet, en 4 visios, 21 et 28 octobre, 13 participants





- Agriculture et adaptation au changement climatique : enjeux sur l'eau, 17 novembre, Villars (42), 65 participants
- Économie territoriale : construire de nouvelles activités, 18 novembre en visio, 7 participants
- Evaluer l'impact social de son projet, en visio, 1^{er} décembre, 27 participants
- Apprendre à gérer son temps et ses priorités, 2, 9 et 16 décembre en visio (+ des séances en 2023), 8 participants
- Intégrer les migrants dans les projets de développement local rural, en visio, 12 décembre, 18 participants

✓ Session territorialisée

- Maîtriser le mode projet, 15 décembre, 9 participants à St Martin de Clelles (38) et 16 décembre, 11 participants à Vif (38)

30

9.2. Les ateliers décideurs

- Réorganiser sa structure pour mener des projets de développement local, 25 mars en visio, 6 participants
- Prise de parole en public et incarner la charte d'un PNR, 28 juin à Bourg-lès-Valence (26) pour des décideurs (élus et directeurs) de PNR d'AURA, 7 participants
- Favoriser la prise de décision au sein d'un groupe porteur d'un projet de développement local, en visio le 14 octobre, 9 participants

9.3. L'accompagnement des candidatures LEADER 2023-2027

✓ Sessions introductives et régionales

- AMI LEADER : quelles méthodes pour démarrer les discussions à l'échelle départementale ?
 - Ain, 25 janvier, en visio, 5 participants
 - Cantal, 26 janvier, en visio, 3 participants
 - Drôme, 26 janvier, en visio, 12 participants
 - Rhône, 28 janvier, en visio, 7 participants
 - Allier, 2 février, en visio, 4 participants
 - Loire, 3 février, en visio, 6 participants
 - Savoie, 7 février, en visio, 9 participants
 - Isère, 7 février, en visio, 8 participants
 - Haute-Savoie, 9 février, en visio, 6 participants
 - Puy-de-Dôme, 9 février, en visio, 6 participants
- Quels moyens et ressources pour répondre à l'AAC LEADER ?, 15 avril, en visio, 20 participants
- LEADER : identifier les acteurs de son territoire avec la cartopartie, 6 mai, en visio, 11 participants ; 31 mai, en visio, 11 participants
- LEADER : démarche ascendante et outils de concertation, 4 mai, en visio, 25 participants
- LEADER : raisonner une stratégie départementale avec des spécificités locales, 18 mai, Clermont-Ferrand, 14 participants
- LEADER : raisonner une stratégie départementale avec des spécificités locales », 31 mai, Chambéry, 11 participants
- Les ressources humaines LEADER pour l'animation du programme 2023-2027 : anticiper pour organiser qui fait quoi, 2 sessions le 27 juin, en visio, 8 et 19 participants
- Les principes de base pour mener la coopération LEADER dans la programmation 2023-2027, 29 novembre, en visio, 10 participants
- Comment inscrire l'innovation dans la stratégie locale de développement LEADER, 20 octobre, Lyon, 4 participants ; 28 novembre, en visio, 7 participants
- Réfléchir au dispositif de suivi-évaluation de son futur programme LEADER, 25 octobre, en visio, 13 participants ; 14 novembre, en visio, 5 participants





✓ Sessions thématiques

- Les territoires ruraux de demain, 23 mai, en visio et à Lyon, 45 participants
- Favoriser l'accès à l'emploi et renforcer la création de valeur ajoutée par le maintien et le développement de nouvelles activités en s'appuyant sur les ressources et les compétences locales, en visio et à Lyon, 4 juillet, 32 participants
- Construire une offre touristique renouvelée, diversifiée et accessible en réponse aux attentes de la clientèle et en s'appuyant sur la mise en réseau, 28 juin, 23 participants
- Revitaliser les centres-bourgs via une approche stratégique et participative permettant de renforcer leur rôle de centralité en milieu rural, 21 juin, en hybride à Lyon, 17 participants

31

✓ Sessions territorialisées

- Comment coopérer pour répondre à l'AAC ?
 - Allier, 12 mai, Montmarault, 8 participants
 - Entre lacs et montagnes, 12 avril, La Motte Servolex, 18 participants
 - Terre de Dauphiné, 7 juillet, Lans en Vercors, 12 participants
- Gouvernance LEADER : quelle organisation et quelle articulation entre local et échelle départementale ?
 - Entre lacs et montagnes, 6 septembre, Gerbaix, 37 participants
 - Tarentaise Arlysère Maurienne, 13 septembre, Aiguebelle, 10 participants
 - Haute Loire, 12 septembre, Le Puy en Velay, 11 participants
 - Rhône, 18 octobre, L'Arbresle, 9 participants
 - Ardèche, 8 novembre, Mauves, 21 participants
 - Terres de Dauphiné, 15 novembre, Saint Etienne de Saint Geoirs, 25 participants
- L'ingénierie LEADER : anticiper pour organiser qui fait quoi
 - Entre lacs et montagnes, 29 septembre, Montmélian, 19 participants
 - Haute-Loire, 12 septembre, Le-Puy-en-Velay, 9 participants
 - Tarentaise Arlysère Maurienne, 13 octobre, Moûtiers, 9 participants
 - Rhône, 21 octobre, en visio, 9 participants
 - Ardèche, 14 novembre, en visio, 11 participants
 - Terres de Dauphiné, 15 novembre, Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs, 11 participants

9.4. Interventions auprès d'autres publics

- Porteurs de projets incubés par Alter'Incub Auvergne Rhône-Alpes, intervention sur le développement local rural et sur le fonctionnement des collectivités locales vis-à-vis des projets collectifs.
- Étudiants de 5^{ème} année de l'ISARA, intervention sur « Processus dynamique des projets de développement local : apports de l'innovation sociale et territoriale », dans le cadre du module SITER « Stratégie, innovation et gouvernance des filières et des territoires », le 24 novembre.
- Journée métier du MASTER Gestion des Territoires et Développement Local, parcours développement rural, Bron, 27 janvier.

